

5^c. Journal du Lot 5^c.

ORGANE RÉPUBLICAIN DU DÉPARTEMENT

Paraissant les Mercredi, Vendredi et Dimanche

<p>Abonnements</p> <p>Ces prix doivent être doublés pour l'édition quotidienne.</p> <p>3 mois 6 mois 1 an</p> <p>LOT et Départ. limitroph. 3 fr. 5 fr. 9 fr.</p> <p>Autres départements... 3 fr. 50 6 fr. 11 fr.</p> <p>Les abonnements se paient d'avance</p>	<p>Rédaction & Administration</p> <p>CAHORS. — 1, RUE DES CAPUCINS, 1. — CAHORS</p> <p>A. COUESLANT, Directeur L. BONNET, Rédact. en chef</p> <p>Les annonces sont reçues au bureau du Journal.</p>	<p>Publicité</p> <p>ANNONCES (la ligne ou son espace)..... 50 cent.</p> <p>RECLAMES (— d' —)..... 75 cent.</p> <p>Les Annonces judiciaires et légales peuvent être insérées dans le « Journal du Lot » pour tout le département</p> <p>Joindre 50 centimes à chaque demande de changement d'adresse</p>
-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Par ordre du ministère et sous menace de saisie, d'abord, de suppression ensuite, nous devons, désormais, vendre le « Journal du Lot » dix centimes, ou accepter de paraître sur le format du présent numéro. (« Il faut économiser le papier », — c'est pourquoi, 5 fois par semaine, les grands quotidiens ont 4 pages !!!). — Nous nous inclinons devant la force, tout en protestant contre le décret illégal du 10 août 1917. — Nous condenserons la matière de façon à donner le plus de texte possible dans ce format exigü ! — Nos lecteurs, nous en avons la conviction, nous sauront gré d'avoir maintenu le prix de 5 cent. (Nous insérerons cet avis dans tous les numéros, pour expliquer ce format aux lecteurs nouveaux.)

Format illégalement imposé : N^o 118

VOIR NOS DÉPÊCHES EN 4^e PAGE

LA SITUATION

L'activité grandit sur les fronts. La bataille paraît prochaine. — Pourquoi on ne peut avoir aucune confiance dans la parole des Sozialdemokrates. — La guerre civile en Russie. Le conflit Russo-Roumain. — Situation lamentable en Turquie. — La poigne de M. Venizelos.

Les communiqués accusent une activité plus grande sur le front, mais ils n'offrent, encore, qu'un intérêt relatif ! Il est certain, cependant, si nous en croyons le critique militaire des *Debats* que la préparation de la campagne se poursuit et que l'ardeur fiévreuse de cette préparation contraste avec le mutisme des communiqués.

Ce qui apparaît comme certain, c'est l'intensité grandissante de la guerre aérienne. « Cette recrudescence, dit notre confrère, est d'ailleurs le seul trait à retenir de ces faits. Celui des pertes relatives de chaque parti, quelque favorable qu'il nous soit, doit être interprété avec beaucoup de prudence. On doit se rappeler en effet que le combat d'avions n'a pas sa fin en lui-même, comme le combat d'infanterie. L'avion a une mission déterminée à remplir et il est d'une importance capitale pour l'ensemble de la bataille que cette mission soit remplie coûte que coûte. Une aviation mordante, qui ira au loin photographier et bombarder les terrains occupés par l'ennemi, perdra d'autant plus de monde qu'elle sera plus mordante ; mais elle rendra des services inestimables, et les pertes qu'elle aura subies seront très largement compensées par celles que les autres armes, guidées par elle, infligeront à leur tour à l'ennemi. Une aviation molle, qui refuse les risques, ne perd personne ; elle se contente de laisser tuer du monde. »

Or, si nous nous reportons aux derniers communiqués, et à celui de hier soir, en particulier, il est évident que nos avions font preuve d'une audace significative puisqu'ils ont livré tous leurs combats loin, dans les lignes allemandes. Il est donc vraisemblable qu'ils ont rempli le but dont ils étaient chargés, qui est de renseigner le plus exactement

possible notre Etat-major sur les mouvements de l'ennemi.

De cette activité indiscutable de l'aviation, il convient de rapprocher la multiplicité des raids d'infanterie. Des deux côtés, on sonde les lignes ennemies, tandis que le canon tonne avec plus de violence en maints secteurs. Certes, cette recrudescence d'activité, à peu près générale, ne peut fournir aucune précision sur les points choisis par l'ennemi pour l'attaque, mais elle paraît annoncer que la bataille est prochaine...

La presse suisse a annoncé que le *Vorwärts* a été suspendu à deux reprises, parce que le journal de la socialdémocratie a protesté contre les pangermanistes, dont l'ambition démesurée est un obstacle aux pourparlers pacifistes proposés par M. Wilson. L'organe allemand feint, aujourd'hui, une modération qui ne saurait tromper les Alliés. Ces derniers ne peuvent, d'aucune manière, avoir confiance dans les protestations intéressées des socialistes boches.

Pourquoi ? C'est ce qu'explique très clairement le Comité Dupleix :

« En 1912, quand les Socialistes allemands envoyèrent cent dix des leurs siéger au Reichstag, les socialistes français, confiants, crurent fermement que cette victoire était celle de l'internationalisme et rendrait une guerre ultérieure impossible. Les Allemands firent tout leur possible pour bien faire pénétrer cette idée dans la population française entière.

Le 30 mars 1912, dans la conférence-concert de la salle Wagram, où M. Dubreuilh, au nom des socialistes français, assura que la victoire des Sozialdemokrates « signifiait la volonté universelle de la paix, et la certitude de la maintenir », Scheidemann, l'ancien Vice-Président du Reichstag et le leader sozialdémocrate, venu exprès de Berlin, disait : « Nous avons 2.500.000 de syndiqués, 120 députés, 9.000 conseillers municipaux. Il n'est plus possible de tenter une aventure guerrière. Il s'agit de fortifier dans les deux pays la conviction qu'entre eux une guerre ne pourra jamais plus éclater, et n'éclatera jamais. » « Ceux qui croyaient une guerre possible devaient mourir dans un asile d'aliénés. » (sic).

Et l'on était beaucoup à croire à la vérité de ces affirmations en France. On connaissait mal l'Allemagne.

En 1913, un Sozialdemokrater, Frank, député de Mannheim, faisait à Berne une conférence de rapprochement fran-

co-allemand. La même année, on affichait sur tous les murs de Paris un manifeste en français et en allemand « Pour la Paix », signé de tous les députés sozialdemokrates. Au Congrès de Brest, Molkenbuhr — autre sozialdemokrater notoire — disait : « Nous, socialistes allemands, nous voterons toujours contre tout projet d'armement. Les affirmations contraires sont de formidables mensonges. »

Or, en 1913, le Reichstag, avec l'appui de tout le parti sozialdemokrater, votait les formidables impôts de guerre que l'on sait.

Le 4 août 1914, tous les sozialdemokrates, sans exception, votaient les crédits de guerre à la France. Les plus chauvins étaient les Scheidemann, Südekum, Molkenbuhr, Frank, etc., dont nous venons de rappeler les « confidences » ou les déclarations au nom de leur parti, et le député Frank, déjà nommé, le grand apôtre du rapprochement franco-allemand, s'engageait volontairement dans l'armée du Kaiser, où il fut tué, d'ailleurs.

Aujourd'hui, ces mêmes hommes, prétendent nous faire croire que la Sozialdemokratie voudrait une paix honorable, et que l'Allemagne répugne à l'idée d'annexions !

Et ils se figurent qu'on peut les croire ?

Franchement, l'opinion qu'ils ont de notre confiance et de notre naïveté est humiliante. »

La guerre civile continue avec rage dans toute la Russie. En Finlande, la bataille est acharnée avec des alternatives diverses. Les Finlandais paraissent lutter avec succès dans le nord, tandis que les maximalistes sont maîtres de tout le sud. Une bataille décisive, dit une information d'Haparanda, serait en cours...

Du sud de la Russie, on a peu de nouvelles, mais, là encore, la lutte bat son plein.

Du côté Roumain, la partie est plus sérieuse et semble se poursuivre à l'avantage complet de nos alliés. Pour ces derniers, le moment critique est passé. Les maximalistes ont essayé plusieurs revers qui vont permettre au gouvernement de Jassy de débarasser le sol roumain des éléments maximalistes qui l'infestent. Le danger était grand, puisque Trotsky émettait la prétention de régenter les Roumains : « Nous faisons, disait-il, la guerre civile seulement à la bourgeoisie et aux généraux roumains qui déclarèrent la guerre

aux soldats russes et à nos organisations démocratiques sur le front roumain... Nous fournirons au gouvernement démocratique de Bessarabie issu du prolétariat russo-roumain l'or roumain dont nous nous sommes emparés à Moscou. Nous serons sans merci pour l'ancien gouvernement roumain. » Il était donc urgent pour nos alliés de prendre des mesures radicales contre les traîtres de Petrograd qui font si consciencieusement les affaires de Berlin. Et il faut espérer que les succès des troupes du roi Ferdinand auront permis au gouvernement de constituer un terrain solide, à l'abri de l'atteinte du maximalisme.

La pauvre Roumanie a subi les suprêmes épreuves au cours de cette atroce guerre, mais elle sait que ses alliés lui resteront fidèles jusqu'au bout. M. Pichon l'a dit, lors de la réception des missions parlementaires et universitaires roumaines au Palais Bourbon, « nous sommes ensemble dans la bataille, ensemble nous la conduirons jusqu'au succès commun de nos armes. »

Voici une information publiée par les journaux suisses :

La ville de Constantinople se trouve, à l'heure qu'il est, dépourvue de combustible et d'éclairage. Le froid et l'obscurité y règnent à un tel point que les gens aisés ne quittent plus guère leurs demeures et que les pauvres tombent fréquemment sur la voie publique.

Un spectacle fréquent dans la capitale ottomane, qui devient de plus en plus inquiétant : c'est celui de soldats éfflanqués qui se livrent publiquement à la mendicité, jettent les rues et les places et tendent la main au passant charitable.

Il ne faut pas exagérer la portée de pareilles informations. Il est bien permis de déduire de celle qui précède, cependant, que tout n'est pas pour le mieux chez le Grand Turc ! Un revers sérieux des Barbares, sur notre front, aurait de grandes chances de provoquer, en Turquie et en Autriche, des mouvements qui doivent quelque peu préoccuper Berlin.

M. Venizelos ne plaisante pas avec les Grecs germanophiles qui rêvent de ramener Tino à Athènes.

Plusieurs représentants de la Grèce et quelques officiers supérieurs ayant essayé de fomentier des troubles, le grand homme d'Etat a clos la session parlementaire, ce qui a supprimé l'inviolabilité des députés. Puis, sans perdre une minute, il a coffré tous les agitateurs hellènes.

Fait significatif : de tous les points de la Grèce des félicitations arrivent au Gouvernement. Il n'est pas de meilleure preuve que le pays est avec les Alliés contre les Barbares.

Cet incident réglé, la mobilisation va s'achever rapidement et, bientôt, une armée grecque, constituant un renfort très appréciable pourra prêter aux troupes de Salonique un appui sérieux.

La bataille est prochaine, chez nous, elle est peut-être prochaine, aussi, dans les Balkans. « Que partout, dit le *Matin*, dans la confiance de leur union, dans la certitude de leur force, les Alliés se tiennent prêts. » A. C.

Au-dessus de Zeebrugge

Des aviateurs alliés ont bombardé Zeebrugge le 4, entre cinq et huit heures. Des aviateurs allemands ont opposé une grande résistance. De nombreux combats

aériens ont eu lieu. Deux appareils ont été descendus en flammes : leur nationalité est inconnue. Trois incendies importants ont été observés dans le port de Bruges.

Une alliance des peuples du Nord

La presse allemande reproduit avec complaisance la nouvelle lancée par la « Gazette de Cologne » au sujet d'une prétendue information d'une alliance des peuples du Nord sous les auspices de l'Angleterre.

Navires japonais dans la Méditerranée

La compagnie de navigation Nippon Yusen Kaisha a décidé de reprendre un service par la Méditerranée, au commencement de mars avec trois navires.

L'affaire Bolo

Deuxième audience

Bolo est interrogé sur l'affaire du *Journal*. Il est allé, dit-il, en Amérique pour négocier l'achat de stocks de papier pour le *Matin* et le *Journal*.

Il affirme avoir réalisé de gros bénéfices en Amérique, où des valeurs de métaux au cours de 2,50 sont passées à 120 francs.

Mais le Président indique qu'on ne trouve trace dans aucune banque de ces opérations et qu'en réalité les millions provenaient de la Dresdner Bank de Berlin.

Au sujet de ses relations avec le Boche Pavenstedt, Bolo donne des explications embarrassées. De plus, Bolo ayant déclaré qu'il avait déposé des fonds dans une banque d'Anvers, le Président s'étonne que Bolo ait pu toucher cet argent alors que les Allemands ont volé toutes les valeurs appartenant aux autres Français. Bolo répond que le traité n'était pas à son nom !!

M. l'expert Doyen entendu comme témoin, donne les résultats de son enquête sur la situation de Bolo. Précaire, en 1914, la fortune de Bolo se relève grâce à l'arrivée subite de fonds, dont la source est suspecte. Il établit que cette source est boche, et, à cet effet, il montre des photographies de lettres écrites par Bolo, et dont les originaux sont en Amérique. Bolo a touché de l'argent boche : les Banques américaines en ont les reçus. Mais Bolo seul n'a ni quittance, ni comptabilité.

L'Autriche fait appel à l'Allemagne

Le contrôleur autrichien des vivres est arrivé à Berlin pour faire d'urgentes représentations au gouvernement allemand sur la nécessité d'apporter assistance à l'Autriche, au point de vue des difficultés alimentaires.

Sur le front italien

(Officiel). — Sur l'ensemble du front, actions d'artillerie éparpillées et intermittentes, et activité aérienne intense et très vive.

Pendant la journée d'hier, treize avions ennemis ont été abattus ; cinq par nos aviateurs sur le val Stagna ; huit par les aviateurs anglais, entre la Piave et la Livenza, à l'est du Montello.

Pendant la nuit, nos dirigeables ont bombardé des convois militaires sur la voie ferrée Conegliano-Casarsa.

Padoue a été de nouveau attaquée et atteinte ce matin avant l'aube. Les aviateurs ennemis ont lancé des bombes dans

le centre de la ville, endommageant des édifices et blessant quelques personnes.

En Espagne

La presse espagnole fait des allusions plus ou moins directes à la possibilité de perturbations graves préparées en sous-main et prêtes à se manifester sous forme d'une grève générale.

Ces rumeurs ne paraissent pas dénuées de tout fondement, car le ministre de l'intérieur a déclaré aux représentants de la presse que le gouvernement était au courant de menées subversives ourdies à la faveur des difficultés d'ordre économique que la guerre cause à l'Espagne comme à tous les pays neutres.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Séance du 5 février 1918

La Chambre fixe à vendredi la discussion des interpellations relatives au fonctionnement de la justice militaire, ainsi que l'interpellation concernant l'insuffisance de la protection de Paris contre les raids aériens.

La Chambre reprend la discussion du projet de loi sur les pensions.

Une indemnité de 1 franc par jour sera payée aux mutilés obligés d'apprendre un nouveau métier, pendant la durée de leur apprentissage. Néanmoins si, au cours de cet apprentissage, le mutilé ne recevait aucun salaire, l'indemnité serait portée à 2 francs.

L'ensemble de la loi est voté par 488 voix.

Chronique locale

Réduisons la lumière !

La Compagnie du Gaz de Cahors fait distribuer à ses clients un appel adressé par le Gouvernement à la population française, l'invitant à réduire au minimum la consommation de gaz et d'électricité « tant pour économiser la houille noire et blanche, que pour fournir aux usines de guerre le supplément de force motrice dont elles ont un impérieux besoin ».

Le Gouvernement prie donc la population de réduire au minimum « l'intensité de l'éclairage à partir de 16 heures ».

Cet appel sera entendu, nul n'en doute ; mais pour être certain que le résultat désiré soit plus sûrement obtenu que ne prend-on les mêmes mesures que l'an passé : avance de l'heure dans quelques semaines, et en attendant, la fermeture des magasins, à partir de 8 heures, par exemple.

Ce fut fait ainsi l'année dernière et les statistiques ont prouvé que les économies réalisées sur la lumière furent assez importantes.

Toutefois, ne pourrait-on pas commencer par supprimer tous les éclairages inutiles ? Et ne peut-on pas considérer comme inutile cette dépense de lumières que font outrageusement certains entrepreneurs de spectacles, de cinémas ?

La population sait réaliser des économies ; elle y est, du reste, obligée par la cherté ou la rareté des matières et denrées. Il est donc très juste que si on fait appel à toutes les bonnes volontés, on ne permette pas à d'autres particuliers de dépenser ce que la population économise.

Médaille militaire

La médaille militaire, la croix de guerre avec palme ont été attribuées au soldat Bergadieu François, soldat active du 7^e d'infanterie.

Elle est ainsi conçue :

Grenadier-voltigeur ardent et courageux, ayant toujours eu sous le feu la plus belle attitude. S'est particulièrement distingué aux attaques d'avril et mai 1917. Le 6 mai 1917, a été grièvement blessé, au cours d'une violente contre-attaque allemande. Enucléation de l'œil droit.

Nos félicitations.

Au 7^e

M. Vergé, sous-lieutenant de réserve au 212^e d'infanterie, est promu lieutenant et passe au 7^e.

Mutation

M. Mauriège, lieutenant au 7^e d'infanterie (adjoint au trésorier), est nommé adjoint au contrôle postal à Is-sur-Tille (Côtes-d'Or).

Nos félicitations.

Nécrologie

Nous apprenons avec regret que M. Korn, le distingué procureur de la République de Cahors, vient d'avoir la douleur de perdre sa mère décédée à Dijon.

Nous prions M. Korn, et sa famille de vouloir bien agréer nos bien sincères condoléances.

Emplois civils

Sont classés pour des emplois dans les chemins de fer :

Bach Germain, ex-soldat, au 11^e régiment d'infanterie, à Lalbenque.

Barbary Pierre, ex-soldat au 7^e régiment d'infanterie, à Souillac.

Barrière Jean-Casimir, ex-soldat au 1^{er} régiment de zouaves, à Latouille, canton de Saint-Céré.

Benays André, ex-soldat au 4^e régiment de zouaves, à Cahors 11, rue Fénélon.

Boussac Julien-Alphonse, ex-soldat au 3^e régiment de zouaves, à Laresses, canton de Latronquière.

Cadriou Jean-Faustin, ex-soldat au 151^e régiment d'infanterie, à Cajarc.

Certificat d'aptitude pédagogique

Les épreuves du C. A. P. auront lieu à Cahors, Figeac et Gourdon le jeudi 7 février 1918, à huit heures du matin.

Certificat de préparation au service militaire

Il est rappelé aux jeunes gens de la classe 1919 et aux ajournés et exemptés des classes antérieures de la 3^e subdivision, que pour être admis aux examens du certificat de préparation au service militaire, ils doivent adresser, le 14 février courant au plus tard, leur demande d'inscription au Général Commandant les 3^e et 4^e subdivisions, à Montauban.

Le capitaine Mourguès, chef de section subdivisionnaire de l'instruction et de l'entraînement physiques à Cahors, se met à la disposition des intéressés pour tous autres renseignements.

La livraison des tabacs à Souillac

Notre excellent confrère M. Bodin, publié dans *La France du Sud-Ouest*, les renseignements suivants relatifs à la livraison des tabacs à Souillac :

D'une manière générale, la récolte n'a pas répondu aux espérances des planteurs. Il a trop plu en août, ce qui a empêché la maturité et favorisé le développement de la rouille. On peut prévoir, sur l'an dernier, un gros déficit de 80.000 kilos.

La moyenne générale des échantillons a atteint 203 fr. 34. Les échantillons qui ont fait les meilleures moyennes sont MM. Louis Doucasse et Léonard Courbès, de Salviac, 212 fr. 42 et 210 fr. 56 aux 100 kilos; Chapon, de Lachapelle, 209 fr. 40; Julien Régis, Firmin Bach et Antoine Cambon, de Dédagnac, 207 fr. 55, 201 fr. 91 et 200 fr. 44; Marc Bourdarie, de Saint-Germain, 202 fr. 74, et François Maillard, de Pinsac, 202 fr. 70.

Quelques récoltes livrées ont atteint des moyennes élevées. M. Moureaud arrive à 200 francs aux 100 kilos (149 kilos, dont 70 de robe. Belle récolte, bien présentée). M. Eugène Gineste a fait 198 fr. 09 (314 kilos, dont 99 de robe. Belle récolte, bien présentée également). M. Lautard, de Saint-Germain, dont le manouage en rosace a été très remarqué, a été payé à raison de 191 francs les 100 kilos.

La culture à priser est en péril à Souillac. En 1915, 2.692 planteurs ayant cultivé 439 hectares livraient au magasin, qui ne compte plus aujourd'hui que 1.558 planteurs pour une superficie de 321 hectares, 1.134 planteurs (42 0/0) ont donc abandonné la culture qui a diminué de 118 hectares (27 0/0).

CHEMINS DE FER D'ORLÉANS

Depuis lundi dernier 4 février, les trains 56.007 et 56.018 qui assuraient le service des voyageurs entre Cahors et Capdenac et vice-versa, sont supprimés et remplacés provisoirement par deux trains spéciaux à horaires suivants :

1^o Capdenac, départ 5 h. Cahors, arrivée 9 h. 30.

2^o Cahors, départ 15 h. 30. Capdenac, arrivée 19 h. 38.

AVIS DE DÉCÈS

Madame et Monsieur JEHAN, entrepreneur des Tabacs, et leur famille ont l'honneur de faire part à leurs amis et connaissances de la perte cruelle qu'ils viennent d'éprouver en la personne de

Madame Veuve Ch. LAGNIEZ

leur mère, belle-mère, grand-mère et alliée décédée à St-Omer (P-d-C).

FILS à coudre 400 yards DISPONIBLE

ERRERA, 21 rue Convalescents, Marseille

Étude de M^e MÉRIC

AVOUÉ

5, rue Fénélon à Cahors

A Monsieur le Président du Tribunal civil de Cahors

Monsieur le Président,

M. Ausset Jean dit Adrien en famille et dame Richasse Maria son épouse, domiciliés à Lavidale autrefois et actuellement à Bru, commune de Fargues, ayant pour avoué M^e Lacosse suppléant M^e Méric, demeurant à Cahors, 5, rue Fénélon, ont l'honneur de vous exposer :

Que suivant acte retenu par M^e Derruppé, Notaire à Sauzet, le vingt octobre 1910 enregistré ils ont acquis de M. le Chanoine Cayla domicilié à Cahors comme mandataire de M. Louis-Simon-Julien-Gustave Cayla, dit en famille Edmond, conservateur des hypothèques en retraite, M. Louis-Antoine-Julien Cayla dit en famille Amédée, Conseiller à la Cour d'appel de Poitiers, demeurant à Poitiers,

de Blonac, M. Claude-Augustin - Marie - Sophie - Raymond-Paulin Ruelle, commandant du Génie, Chevalier de la Légion d'honneur, et Madame Elisabeth-Claire Le Bellin de Chatellenat, son épouse, demeurant ensemble à Paris, rue de Rennes, n^o 140, une entière propriété rurale située à Bru, commune de Fargues, comprenant maison d'habitation, bâtiments d'exploitation, jardin, terres labourables, vignes, prés, bois et friches formant un tout contigu tenant à Cournou, Delfour, Célières, Bregaries, Salady, Amadiou, Bouyssou et des chemins plus un bois appelé les Bruyères, même commune, au fènement du moulin de Pichot, tenant à Salady, Crispel, la route et un chemin.

Dans cette vente se trouve compris une paire de bœufs et tous les autres immeubles par destination ainsi que les meubles à l'exception des meubles énumérés à l'acte.

Que les biens vendus dépendent de la succession encore indivise de M. Au-

gustin Cayla quand vivait propriétaire domicilié à Bru commune de Fargues, décédé à Clermont-Ferrand le dix-neuf Janvier 1886.

Que cette vente a été faite pour le prix de treize mille francs payable en treize annuités de mille francs chacune dont la première viendra à échéance le premier Janvier 1921 et les acquéreurs pourront se libérer par anticipation par des a-comptes de cinq cents francs ou multiples de cinq cents francs.

Qu'il est dit dans l'acte que lorsque les acquéreurs auront versé la moitié au moins de leur prix, ils auront le droit de faire procéder, aux frais des vendeurs, à la purge de l'hypothèque légale de Madame Cayla née Delpon.

Que les exposants voulant profiter de cette clause et se conformer au décret du 17 Juin 1916, viennent vous demander la reprise des délais.

En conséquence, les exposants vous prient, Monsieur le Président, de vouloir bien ordonner que les délais de

purge légale reprendront conformément au décret susvisé, étant expliqué que la présente requête a été notifiée à Madame Cayla, née Delpon, par lettre recommandée avec avis de réception joint à la requête.

Signé : LACOSSE, suppléant.

Nous, Président du Tribunal civil de Cahors,

Vu la requête ci-dessus et l'art. 2 du décret du 17 Juin 1916, ensemble le récépissé et l'accusé de réception de la dite requête adressée sous pli recommandé à la dame Eudoxie Delpon.

Sous la réserve des oppositions qui pourront se produire, nous autorisons la reprise des délais de purge légale contre la dite dame et nous prescrivons l'insertion de la présente ordonnance à la diligence des exposants dans un journal d'annonces légales.

Cahors, le 5 février 1918.

Signé : F. GRIMAL.

Pour copie conforme :

Signé : LACOSSE, suppléant.

NOS DÉPÊCHES

COMMUNIQUÉ DU 5 FÉVR. (22 h.)

Paris, 5 février, 23 h.

Dans la région de Corbeny, nous avons repoussé une tentative ennemie sur nos petits postes et infligé des pertes aux assaillants.

En Argonne, à la Fille-Morte nous avons réussi un coup de main et ramené des prisonniers.

La lutte d'artillerie a été assez vive dans la région de la Cote 344 (rive droite de la Meuse).

Canonnade intermittente sur le reste du front.

✱

SUR LE FRONT ANGLAIS

Grande activité de l'artillerie

Londres, 5 février.

Au cours d'un coup de main exécuté par l'ennemi la nuit dernière sur un de nos petits postes, vers la route de Bapaume à Cambrai, un de nos hommes a disparu.

Grande activité de l'artillerie allemande dans la dernière partie de la nuit et au début de la matinée, au sud de Marcoing et au nord de la route de Bapaume à Cambrai.

Recrudescence d'activité au nord de Lens, et au nord-est d'Ypres.

Malgré le beau temps, la visibilité est demeurée très mauvaise hier, par suite de la brume. Nos pilotes ont effectué avec succès plusieurs reconnaissances et dirigé avec efficacité le tir de l'artillerie sur les batteries ennemies.

Plus de trois tonnes de projectiles ont été jetées au cours de la journée sur divers objectifs, y compris des dépôts de munitions. Nous avons, en outre, tiré plusieurs milliers de cartouches de mitrailleuses sur des troupes ennemies.

Dans la nuit du 4 au 5, plus d'une tonne d'explosifs a été jetée sur un champ d'aviation allemand, au sud-est de Cambrai et sur la gare de Menin.

Cinq appareils ennemis ont été abattus en combats aériens et trois autres contraints d'atterrir désarmés.

Un des nôtres n'est pas rentré.

✱

COMMUNIQUÉ DU 6 FÉVR. (15 h.)

Lutte violente d'artillerie

Lutte violente d'artillerie, vers la fin de la nuit, dans la région du Bois des Fosses.

En Wœvre, nos patrouilles ont ramené des prisonniers.

Nuit calme sur le reste du front.

✱

Paris, 12 h. 20.

La réunion de Berlin

Les négociations avec la Russie

De Genève : Suivant la *Gazette de Francfort*, la conférence de Berlin a eu pour but de fixer combien de temps encore on devra négocier avec Trotsky.

La rupture est envisagée

De Berne : Le ton de la presse allemande laisse entrevoir la rupture prochaine des négociations.

La *Gazette de la Croix* estime que l'ajournement des pourparlers aurait des avantages incontestables pour le règlement des rapports des Etats Centraux avec les peuples de la frontière de Russie.

L'Allemagne et la Finlande

De Copenhague : Suivant des renseignements reçus ici, le Conseil de la couronne de Berlin a également discuté la question finlandaise et esthonienne, ainsi que la possibilité d'une campagne allemande en Finlande.

La fin de l'amnistie

De Genève : La *Gazette de la Croix* rappelle que le terme extrême fixé pour dénoncer le traité d'armistice a pris fin hier.

Kuhlman et Czernin retournent à Brest-Litovsk

D'Amsterdam : Kuhlmann et Czernin sont repartis hier soir pour Brest-Litovsk.

✱

Les Bolchevikis excommuniés

De Petrograd : Le patriarche de l'Eglise Russe a excommunié les Bolchevikis à la suite du combat livré par eux contre le monastère.

✱

Arrangement Hollando-Américain

D'Amsterdam : Selon le *Telegraaf*, l'espoir d'un arrangement définitif immédiat entre les Etats-Unis et la Hollande, au sujet du départ des navires, paraît prématuré.

L'Entente demande la fermeture des frontières hollandaises aux Allemands et un crédit pour les produits que les Alliés achètent en Hollande.

Ces demandes rencontrent une certaine opposition auprès du Gouvernement hollandais.

✱

La catastrophe d'Halifax

Un responsable

D'Halifax : Le capitaine Wyatt, commandant du port, a été arrêté. Il est accusé d'être la cause, par négligence, de l'explosion du navire *Imo*.

✱

Paris, 14 h. 4

Sur le front anglais

Quelque activité des deux artilleries

Des tentatives de coups de main ont échoué, cette nuit, vers Méricourt et Avion. Nous avons fait un certain nombre de prisonniers.

Aucun événement important à signaler en dehors de quelque activité des deux artilleries vers Hargicourt et au sud de Lens.

Paris, 14 h. 16.

L'AFFAIRE BOLO

(Troisième audience)

M. France, commissaire de la sûreté générale dépose. Il montre la course des millions dans les banques françaises et américaines. Méthodiquement, il remet de l'ordre dans cette danse fantastique de centaines de milliers de dollars.

M. Mornet reproche violemment au témoin de n'avoir pas donné au magistrat instructeur, en janvier 1917, ces détails précis. Il semble établi qu'on a évincé nombre de témoins qui pouvaient être utiles, notamment Seitz, Forsans et autres afin de ne pas prolonger les débats.

A la suite de cet incident, le ministère public reconnaît que France ne fut pas entendu par le magistrat instructeur.

Les avocats de Bolo et Porchère demandent de faire comparaître M. Mudelet, qui était alors chef de la sûreté afin de lui demander pourquoi il n'envoya pas France témoigner au cours de l'enquête.

Le témoin Cazella, journaliste, dépose. Il raconte ses enquêtes en Suisse, publiées par le *Matin*. Il recommence le récit des négociations de Bolo et de Sadik.

✱

Nouvelles confuses de Berlin, au sujet des relations avec la Russie. Les pourparlers sont-ils interrompus ; vont-ils reprendre ?... On ne voit aucune réponse précise à ces questions. Ce qui est certain, c'est que le gâchis s'aggrave en Russie, et que l'Allemagne songerait à intervenir en Finlande!...

BIBLIOGRAPHIE

A signaler, dans le nouveau numéro des *Annales* : les judicieuses et réconfortantes réflexions d'Alfred Capus, d'Yvonne Sarcy et du Bonhomme Chrysale sur les sujets à l'ordre du jour ; la suite des fortes études philosophiques et sociales de Gustave Le Bon ; des chroniques ou récits de Georges Cain, Roland de Marès, Henry Ferrare, Robert de Lezeau ; des poèmes de Théodore Botrel, René Bastien, etc. ; et une spirituelle comédie en un acte d'Abel Hermant et d'André Reuze qui met en scène, de la façon la plus touchante, les marraines et les fillets de guerre.

Partout le numéro : 30 centimes.

Abonnements d'un an : France, 14 francs ; Etranger, 20 francs.

Abonnements de 3 mois, pour les soldats de la zone des armées 3 francs, avec envoi gratuit d'un paquet de livres et d'images. 51, rue Saint-Georges, Paris.

LA REVUE HEBDOMADAIRE

Sommaire du numéro du 2 Février

Envoi, sur demande, 8, rue Garancière, Paris, d'un numéro spécimen et du catalogue des primes de librairie (26 francs de livres par an).

PARTIE LITTÉRAIRE

Georges Goyau, cinquante ans d'action intellectuelle et populaire. — La Société bibliographique, 1868-1918. — Julien Brégeault, Napoléon et Marie-Louise à Saint-Quentin. — B. Combes de Patris, une Muse romantique : Pauline de Flaugergues. — Gabriel Faure, paysages littéraires. La maison de Boccace. — Jean Morgan, le rêve et la vie (X).

Faits et idées au jour le jour. — Memento bibliographique.

PARTIE ILLUSTRÉE

L'Instantané, partie illustrée de la *Revue Hebdomadaire*, tiré chaque semaine sur papier glacé, peut être relié à part à la fin de l'année. Il forme deux volumes de 300 pages.

Le propriétaire-gérant : A. COUESLANT.